LA DÉMOCRATIE OCCIDENTALE À L'ÉPREUVE DES DÉFIS CONTEMPORAINS

Résumé :

La démocratie libérale occidentale continue de reposer sur des institutions relativement solides : élections régulières, pluralisme politique, séparation des pouvoirs, protection des libertés publiques et possibilité d'alternance. Pourtant, la permanence de ces mécanismes ne suffit plus à rendre compte de l'état réel des démocraties contemporaines. Cet article analyse cette situation à partir de la notion de « dissociation fonctionnelle », entendue comme le décalage entre la préservation des formes institutionnelles de la démocratie et la fragilisation de certaines de ses fonctions, notamment participatives, délibératives et égalitaires.L'analyse s'appuie sur les données les plus récentes des InstitusVarieties of Democracy (V-Dem) et de Freedom House, qui permettent d'observer ces transformations à partir d'indicateurs différents mais complémentaires. Ce travail montre aussi que la fragilisation des démocraties occidentales ne peut être réduite à un simple processus de disparition des institutions démocratiques. Elle prend plutôt la forme d'une transformation plus diffuse, dans laquelle les institutions électorales continuent à fonctionner tandis que s'affaiblissent les conditions sociales, politiques et informationnelles nécessaires à l'exercice effectif du pouvoir citoyen. Dès lors, l'évaluation des régimes contemporains exige d'aller au-delà de la seule mécanique des scrutins pour analyser la qualité réelle de l'égalité politique, de l'espace délibératif et la participation citoyenne.

Mots-clés : démocratie libérale, dissociation fonctionnelle, autocratisation, inégalités politiques, espace public.

Abstract:

Western liberal democracy continues to rest on relatively solid institutions: regular elections, political pluralism, the separation of powers, the protection of civil liberties and the possibility of a change of government. However, the continued existence of these mechanisms is no longer sufficient to reflect the true state of contemporary democracies. This article analyses this situation through the lens of the concept of "functional dissociation", understood as the disconnect between the preservation of the institutional forms of democracy and the erosion of certain of its functions, notably participatory, deliberative and egalitarian ones. The analysis draws on recent data from V-Dem and Freedom House, which enable these transformations to be observed using different but complementary indicators. This study also shows that the erosion of Western democracies cannot be reduced to a simple process of the disappearance of democratic institutions. Rather, it takes the form of a more diffuse transformation, in which electoral institutions continue to function whilst social, political and informational conditions necessary for the effective exercise of citizen power are weakened. Consequently, assessing contemporary democracy requires looking beyond electoral procedure to rigorously evaluate political equality, the deliberative sphere, and genuine citizen engagement.

Keywords: liberal democracy, functional dissociation, autocratisation, political inequalities, public sphere.

Introduction

La démocratie libérale occupe depuis longtemps une place centrale dans la pensée politique occidentale. Elle repose sur quelques principes essentiels : les citoyens choisissent

UNDER PEER REVIEW

leurs représentants, le pouvoir est soumis à la loi, les libertés publiques sont protégées et les gouvernants peuvent être contrôlés. À première vue, ces principes continuent de structurer les démocraties contemporaines en Occident. Dans cette tradition historique, John Locke (1988 : 594) soulignait déjà que la légitimité du pouvoir politique découle du consentement des gouvernés et de la protection des droits naturels. Montesquieu (1951 : 1028), quant à lui, théorise la séparation des pouvoirs comme mécanisme central de limitation de l'arbitraire et de prévention de la concentration du pouvoir. Ces fondements philosophiques soutiennent la robustesse institutionnelle des démocraties modernes : les élections sont régulièrement organisées, les institutions fonctionnent et l'alternance demeure possible dans de nombreux pays. Pourtant, cette permanence institutionnelle ne signifie pas que toutes les fonctions de la démocratie demeurent aussi solides qu'auparavant. Les transformations observées depuis le début du XXIe siècle montrent plutôt un décalage entre la conservation des formes institutionnelles de la démocratie et l'affaiblissement de certaines de ses fonctions.

C'est cettetension que la présente étude désigne par l'expression « dissociation fonctionnelle ». Elle renvoie à une situation dans laquelle les mécanismes électoraux et constitutionnels continuent d'exister alors que certaines dimensions plus substantielles de la démocratie, telles que la participation, la délibération, l'égalité politique, le pluralisme et l'effectivité des libertés, connaissent une fragilisation. Ce concept s'articule ainsi directement avec les théories classiques de la crise de la représentation et de la post-démocratie (Crouch, 2004). Loin de postuler un effondrement brutal des régimes, la dissociation fonctionnelle explicite le mécanisme précis de cette transition : la crise actuelle de la démocratie ne fait pas disparaître les institutions du jour au lendemain. Les élections continuent d'avoir lieu normalement, mais elles se vident de leur sens : le vote est maintenu, alors que l'égalité entre les citoyens, le débat public et le véritable pouvoir du peuple s'effacent petit à petit. Les données de « Varieties of Democracy (V-Dem) » permettent d'observer cette évolution en distinguant plusieurs composantes de la démocratie. Elles montrent notamment que les différentes dimensions démocratiques n'évoluent pas nécessairement au même rythme. Cette observation est importante pour la présente étude, car elle permet de ne pas confondre le maintien des mécanismes électoraux avec la préservation de toutes les autres dimensions de la démocratie. Le rapport V-Dem(S. Lindberg et al., 2025) souligne d'ailleurs que les démocraties d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord ne sont plus totalement à l'abri des processus d'autocratisation.

UNDER PEER REVIEW IN IJAR

Cette lecture peut être utilement complétée par les données de « Freedom Housein the World (Freedom House) ». Alors que V-Dem cherche à mesurer différentes conceptions et composantes de la démocratie, Freedom House évalue principalement les droits politiques et les libertés civiles à partir de vingt-cinq indicateurs, répartis entre sept grandes catégories couvrant le processus électoral, le pluralisme et la participation politiques, le fonctionnement du gouvernement, la liberté d'expression et de croyance, les droits associatifs et organisationnels, l'État de droit ainsi que l'autonomie personnelle et les droits individuels (Freedom House, 2025a). Cette complémentarité est particulièrement éclairante dans le cas des démocraties occidentales.L'intérêt de rapprocher les deux sources est donc de ne pas réduire la démocratie au seul fonctionnement des élections.

Les données de V-Dem permettent d'observer concrètement ces écarts entre les différentes dimensions. Selon les données mobilisées dans le rapport V-Dem, l'indice délibératif passe de 0,82 en 2006 à 0,71 en 2024 (S. Lindberg et al., 2025). Cette évolution doit toutefois être interprétée avec prudence : elle indique une modification de la composante délibérative, mais ne permet pas, à elle seule, d'en déterminer les causes. En 2024, les États-Unis présentent un indice de démocratie électorale de 0,84, contre 0,67 pour la composante égalitaire. La France présente des écarts entre ses différentes composantes, avec un indice électoral de 0,87, une composante égalitaire de 0,82 et une composante participative de 0,64 (S. Lindberg, 2025). En Allemagne, si la mécanique des scrutins y reste exemplaire avec un indice de démocratie électoral culminant à 0,91, la promesse d'une implication citoyenne directe s'essouffle, comme en témoigne un indice participatif qui stagne à 0,66 (S. Lindberg et al., 2025). En Italie, l'écart est encore plus saisissant et illustre une véritable fatigue démocratique. Alors que le pays maintient un score électoral de 0,84, sa composante égalitaire chute à 0,68, révélant une fracture profonde dans l'accès réel des citoyens au cercle d'influence politique face à la précarité économique (S. Lindberg et al., 2025). Quant à la Belgique, le modèle de consensus est lui aussi bousculé. Malgré une organisation électorale de premier ordre évaluée à 0,89, l'indice délibératif recule pour s'établir à 0,73, signe d'un débat public de plus en plus fragmenté où le compromis politique traditionnel peine à se déployer de manière inclusive (S. Lindberg et al., 2025).

Dans son évolution globale portant sur l'année 2024, Freedom House confirme cette tendance continentale. Si ces nations restent solidement ancrées dans la catégorie des pays « Libres », l'organisation relève partout une montée des pressions partisanes, une érosion du

UNDER PEER REVIEW IN IJAR

pluralisme dans l'environnement médiatique et un sentiment d'inefficacité politique grandissant chez les citoyens ordinaires (Freedom House : 2025a : 26).

Le cas américain est particulièrement intéressant puisque V-Dem signale une baisse significative de son indice égalitaire sur la décennie étudiée. Dans son évaluation des États-Unis portant sur l'année 2024, Freedom House maintient le pays dans la catégorie « Libre », avec un score de 84 sur 100, dont 34 sur 40 pour les droits politiques et 50 sur 60 pour les libertés civiles. L'organisation relève néanmoins la polarisation politique, les pressions partisanes exercées sur le processus électoral ainsi que les disparités de richesse, d'opportunités économiques et d'influence politique, ainsi que les difficultés touchant le fonctionnement des institutions et l'environnement médiatique (Freedom House, 2025b). Il ne s'agit donc pas d'opposer les deux sources, mais de constater qu'elles observent des dimensions différentes d'une même réalité démocratique.

Cette contradiction situationnelle de la démocratie occidentale conduit à l'hypothèse selon laquelle les démocraties occidentales ne suivent pas nécessairement une trajectoire uniforme de déclin ; elles connaissent plutôt une dissociation fonctionnelle, dans laquelle la relative stabilité des mécanismes électoraux coexiste avec une fragilisation de certaines dimensions participatives, délibératives et égalitaires. Cette évolution se déroule dans un contexte marqué par les inégalités, la polarisation politique, la transformation des médias et la modification des rapports entre citoyens et institutions.

La présente recherche fournit trois contributions scientifiques majeures sur les transformations contemporaines des démocraties occidentales à travers trois approches théoriques.Elle s'appuie d'abord sur les travaux consacrés à l'autocratisation progressive pour comprendre comment les institutions démocratiques peuvent être fragilisées de l'intérieur. Elle examine ensuite la concentration du pouvoir et les inégalités politiques afin de montrer que la démocratie électorale peut continuer à fonctionner alors que les capacités réelles d'influence des citoyens deviennent plus inégales. Elle s'intéresse enfin à la démocratie délibérative et à la transformation de l'espace public pour analyser les effets des mutations médiatiques et numériques sur les conditions de la discussion politique. L'article articule ainsi les données longitudinales de V-Dem et de Freedom House avec trois cadres théoriques complémentaires afin de proposer une lecture comparative des recompositions démocratiques contemporaines.

1. L'autocratisation progressive et l'érosion interne de la démocratie

UNDER PEER REVIEW IN IJAR

L'approche de l'autocratisation, développée notamment dans les travaux de Staffan I. Lindberg, Anna Lührmann et leurs collègues, présente un intérêt particulier pour cette étude. Elle permet d'appréhender l'érosion démocratique comme un processus graduel plutôt que comme une rupture soudaine du régime. Elle permet ainsi de dépasser une vision trop brutale du recul démocratique. Dans une conception classique du changement de régime, l'autoritarisme était souvent associé à des ruptures institutionnelles visibles, telles que les coups d'État, les prises de pouvoir militaires, la suspension de la Constitution, la suppression des élections, etc. À l'inverse, les transformations contemporaines sont souvent moins spectaculaires. Les institutions peuvent rester en place, alors que certaines règles et pratiques démocratiques sont progressivement affaiblies. C'est précisément ce qui rend l'autocratisation progressive et difficile à identifier (A. Lührmann, S. Lindberg, 2019 : 1095-1113). Le régime ne change pas nécessairement de nature du jour au lendemain. Des modifications successives peuvent toucher la liberté de la presse, l'indépendance de la justice, les droits de l'opposition ou les mécanismes de contrôle du pouvoir.

Cette approche correspond assez bien au problème posé dans cette recherche : les études longitudinales de V-Dem montrent une stabilité relativement importante de la composante électorale, alors que plusieurs dimensions qualitatives se dégradent. La notion d'autocratisation progressive permet ainsi de comprendre que la survie des institutions électorales n'exclut pas leur transformation fonctionnelle. Le rapport V-Dem montre d'ailleurs que le recul démocratique contemporain ne se limite plus aux régimes traditionnellement considérés comme fragiles et qu'il touche également l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord (S. Lidberg, 2025 : 10).

Les données de Freedom House apportent ici un autre éclairage. Sa méthode ne cherche pas seulement à savoir si les élections existent ; elle examine également le pluralisme politique, la possibilité réelle pour l'opposition d'accéder au pouvoir, la liberté de la presse, la liberté d'association, l'indépendance de la justice et l'application effective des droits. Cette approche permet de comprendre pourquoi l'existence d'élections compétitives ne suffit pas à elle seule pour apprécier la vitalité d'une démocratie (Freedom House, 2025 : 23). Il convient cependant d'éviter de généraliser le problème, car une baisse de certains indicateurs ne signifie pas automatiquement qu'un pays devient autoritaire. Elle peut signaler une fragilisation, une tension ou une perte de qualité démocratique sans déboucher nécessairement sur une rupture du régime.

UNDER PEER REVIEW IN IJAR

L'analyse de Steven Levitsky et Daniel Ziblatt complète celle de Stafan Lindberg et Anna Lührmann en accordant une grande importance aux normes politiques informelles. Selon leur approche, une démocratie ne fonctionne pas seulement grâce aux textes juridiques. Elle dépend aussi de la manière dont les responsables politiques utilisent les règles qui leur sont confiées. Leurs travaux accordent une importance particulière aux concepts de la tolérance mutuelle et de la retenue institutionnelle : la tolérance mutuelle signifie que les acteurs politiques reconnaissent à leurs adversaires le droit de participer au jeu démocratique, même lorsqu'ils sont en désaccord profond avec eux. La retenue institutionnelle signifie, quant à elle, que les gouvernants acceptent de ne pas utiliser systématiquement toutes les possibilités que leur donne le droit lorsqu'un tel usage risque de fragiliser les institutions.Cette approche apporte une dimension humaine à l'analyse institutionnelle. Elle souligne qu'une Constitution peut être très bien écrite, mais elle ne peut pas prévoir toutes les situations. Une démocratie dépend donc aussi des comportements de ceux qui exercent le pouvoir. Le problème apparaît cependant lorsque les deux normes de la démocratie libérale sont progressivement affaiblies. L'adversaire politique n'est plus considéré comme un concurrent légitime, mais comme une menace qu'il faudrait éliminer. La compétition politique devient alors plus difficile et la logique du compromis cède progressivement la place à celle de l'affrontement (S. Levitsky et D. Zibblatt, 2018 : 320). Cette étude établit justement un lien utile entre la polarisation, l'affaiblissement des normes de tolérance et la contraction progressive de certaines garanties libérales.

Les observations de Freedom House sur les États-Unis illustrent cette tension. Le pays conserve des élections compétitives et une alternance politique réelle, mais l'organisation relève une polarisation croissante, des pressions sur le processus électoral et une tendance à délégitimer les adversaires politiques. Le problème n'est donc pas l'absence de compétition, mais la difficulté croissante à préserver les règles et les normes qui permettent à cette compétition de rester démocratique.

Juan J. Linz (1978 : 120) permet d'approfondir cette réflexion en s'intéressant aux conditions politiques qui peuvent conduire à la fragilisation d'un régime démocratique. Une démocratie ne repose pas seulement sur la règle de la majorité. Elle suppose également que les acteurs reconnaissent la légitimité du pluralisme et acceptent les limites institutionnelles du conflit politique.Cette perspective aide à comprendre pourquoi la polarisation constitue aujourd'hui un problème démocratique. Le conflit politique est normal dans une démocratie ; ce qui devient dangereux est sa transformation en opposition irréconciliable. Lorsque chaque

UNDER PEER REVIEW IN IJAR

camp considère que l'arrivée de l'autre au pouvoir constitue une menace existentielle, les règles du jeu peuvent être utilisées de manière de plus en plus agressive.

La première approche permet surtout de comprendre que l'érosion démocratique peut être progressive. Les travaux de StafanLindberg et Anna Lührmann éclairent cette dimension temporelle, tandis que Steven Levitsky et Daniel Ziblatt attirent l'attention sur le rôle des normes politiques qui permettent aux institutions de fonctionner au-delà des seules règles écrites. Les analyses de Juan J. Linz complètent cette perspective en mettant l'accent sur les situations dans lesquelles le conflit politique devient difficile à contenir. V-Dem permet d'observer les variations entre les différentes dimensions de la démocratie, tandis que Freedom House permet d'en apprécier certaines manifestations concrètes dans les droits politiques et les libertés civiles.

L'affaiblissement progressif des normes de tolérance et de retenue institutionnelle confirme que l'érosion des régimes occidentaux s'opère de l'intérieur, sans nécessairement rompre les formes électorales traditionnelle. Cette altération subtile de la substance démocratique au profit de logiques d'affrontement invite à déplacer le regard vers les mécanismes socio-économiques qui structurent l'exercice réel du pouvoir citoyen. C'est précisément l'objet du point suivant qui explore comment les disparités de ressources et le déplacement de l'influence vers des cercles restreints participent à cette dissociation fonctionnelle.

2. Post-démocratie, concentration du pouvoir et inégalités politiques

Colin Crouch (2004 : 144) apporte une autre dimension à l'analyse avec sa théorie de la post-démocratie. Il ne considère pas nécessairement que les institutions démocratiques disparaissent. Son analyse est plus subtile. Pour lui, les institutions continuent à fonctionner, les élections continuent à avoir lieu et les citoyens continuent à voter, mais une partie importante du pouvoir peut progressivement se déplacer vers des groupes économiques, des organisations spécialisées ou des acteurs qui disposent de ressources beaucoup plus importantes que le citoyen ordinaire. Cette analyse rejoint la notion de dissociation fonctionnelle retenue dans cette étude : les institutions démocratiques peuvent continuer à fonctionner sur le plan formel alors que les capacités réelles des citoyens à peser sur certaines décisions deviennent plus inégales.C'est pourquoi, la stabilité électorale ne suffit pas à elle seule pour juger de la qualité d'un régime. Cette stabilité doit être mise en relation avec les dimensions participatives, délibératives et égalitaires. La question devient alors moins

UNDER PEER REVIEW IN IJAR

institutionnelle que politique et soulève des interrogations quant aux acteurs qui participent réellement à la définition des décisions collectives.

Les données de V-Dem permettent ici d'introduire cette distinction particulièrement utile entre démocratie électorale et démocratie égalitaire. En 2024, les États-Unis obtiennent un score de 0,84 pour la démocratie électorale, mais seulement 0,67 pour la composante égalitaire (S. Lindberg et al., 2025 : 62). Cet écart ne prouve pas que les inégalités économiques sont la cause directe du recul démocratique, mais il montre qu'une démocratie peut être relativement performante sur le plan électoral tout en présentant des faiblesses dans l'égalité politique.Les données de Freedom House vont dans une direction comparable lorsqu'elles mettent en évidence, pour les États-Unis, les disparités de richesse, d'opportunité économique et d'influence politique. L'organisation souligne également le poids considérable de l'argent dans les campagnes électorales américaines,avec des dépenses estimées à environ 16 milliards de dollars pour le cycle de 2024 (Freedom House, 2025). Cette donnée ne permet pas, à elle seule, d'établir que les ressources financières déterminent mécaniquement les résultats électoraux, ni qu'elles dictent à elles seules le vote des citoyens. Elle montre plutôt que l'égalité formelle du suffrage peut coexister avec des capacités très inégales d'influence où l'argent agit commet un facteur de sélection et d'amplification de choix politique sans pour autant annuler l'imprévisibilité du choix citoyen.

Dans cette perspective, les différences de patrimoine, de revenus, d'accès aux réseaux d'influence et aux médias peuvent produire des capacités inégales de participation politique. Les travaux de ThomasPiketty (2019 : 1-50) prolongent cette réflexion en montrant que les inégalités économiques entretiennent des rapports étroits avec les rapports de pouvoir et les représentations politiques qui contribuent à les légitimer. Selon Thomas Piketty, une démocratie peut garantir juridiquement l'égalité entre les citoyens tout en laissant subsister de fortes différences dans les ressources dont chacun dispose pour agir politiquement. L'existence du principe « un citoyen, une voix » établit une égalité juridique fondamentale. Pourtant, les citoyens ne disposent pas nécessairement des mêmes ressources économiques, sociales ou informationnelles pour faire entendre cette voix. Dans cette perspective, les différences de patrimoine, de revenus, d'accès aux réseaux d'influence et aux médias peuvent produire des capacités inégales de participation politique. Cette question trouve un prolongement empirique dans les données de V-Dem, notamment à travers la composante égalitaire. Le recul de cette composante dans certains pays ne peut être interprété comme la preuve d'une causalité unique entre richesse et démocratie. La question n'est donc pas

UNDER PEER REVIEW IN IJAR

seulement de savoir si chaque citoyen dispose formellement d'une voix, mais aussi de déterminer dans quelle mesure les citoyens disposent de ressources suffisamment comparables pour faire entendre cette voix.

Robert A. Dahl (2006 : 142) offre enfin le moyen de replacer cette question dans une théorie plus générale de l'égalité politique. Pour lui, une démocratie effective suppose que les citoyens disposent de possibilités suffisamment comparables de participer à la formation des décisions collectives. L'existence d'élections libres constitue donc une condition nécessaire, mais elle ne suffit pas à garantir l'égalité politique. La démocratie doit également être appréciée à partir des conditions concrètes dans lesquelles les citoyens exercent leurs droits politiques. Cette approche permet de mieux comprendre pourquoi la composante égalitaire de V-Dem apparaît comme une dimension particulièrement importante de la dissociation étudiée. Pendant ce temps, Freedom House fournit la grille d'observation de certaines conditions concrètes de l'exercice des droits politiques et civils. Ces deux sources évitent de réduire la démocratie à la seule procédure électorale.

La coexistence d'une égalité juridique du suffrage et de capacités d'influence profondément asymétrique démontre que la concentration des ressources économiques altère directement la qualité de la participation citoyenne. Cette distribution inégale du pouvoir au sein de la sphère post-démocratique conduit ainsi à examiner les canaux par lesquels les citoyens forment, conforment et diffusent leurs opinions. C'est cette dimension communicationnelle qui est examinée dans la section suivante visant à analyse l'impact des mutations médiatiques et numériques sur les conditions du débat collectif.

3. La démocratie délibérative et la transformation de l'espace public

L'analyse de la démocratie délibérative s'appuie principalement sur les travaux de Jürgen Habermas (1989 : 301). Son apport est essentiel, parce qu'il rappelle que la démocratie ne consiste pas uniquement à compter les voix. Elle suppose également l'existence d'un espace public dans lequel les citoyens peuvent confronter leurs arguments, former leurs opinions et participer à la construction des décisions collectives et de l'opinion publique. Autrement dit, une décision démocratique ne tire pas toute sa légitimité du fait qu'elle résulte d'un vote. Elle doit également pouvoir s'inscrire dans un espace public où les positions peuvent être discutées.Cette conception éclaire particulièrement les évolutions observées dans la composante délibérative de V-Dem. Selon les données mobilisées,l'indice délibératif passe de 0,82 en 2006 à 0,71 en 2024 (S. Lindberg, 2025 : 10). Cette diminution ne permet toutefois

UNDER PEER REVIEW IN IJAR

pas d'affirmer que les réseaux sociaux en sont directement responsables. Elle signale plutôt une fragilisation de certaines conditions nécessaires à une délibération politique de qualité.Les données de Freedom House permettent de donner un contenu plus concret à cette question. Son évaluation prend notamment en compte la liberté de la presse, la liberté d'expression, la possibilité de discuter librement des questions politiques et la liberté d'association. Dans le cas américain, par exemple, Freedom House reconnaît l'existence d'une presse libre et pluraliste, tout en relevant les effets de la concentration économique des médias, de la polarisation partisane et de la manipulation de l'information. Le rapprochement des deux sources permet ainsi de mieux comprendre la notion de dissociation fonctionnelle. La démocratie peut conserver des institutions électorales solides tout en évoluant dans un espace public où les conditions de la discussion commune deviennent plus difficiles. On peut plutôt considérer que la fragmentation médiatique, les nouvelles pratiques numériques, la polarisation et la circulation rapide d'informations de qualité inégale constituent des facteurs susceptibles de compliquer le fonctionnement de l'espace public.

Cass Sunstein(2017 : 328) apporte un éclairage complémentaire avec la notion de « *chambres d'écho*». Dans les environnements numériques, les individus peuvent être conduits à privilégier des informations qui confirment leurs convictions antérieures. Le risque est alors de voir l'espace public se fragmenter en groupes qui communiquent davantage à l'intérieur de leurs propres communautés qu'avec ceux qui pensent différemment.Cette évolution ne doit cependant pas être interprétée comme une conséquence automatique des réseaux sociaux. Les technologies numériques peuvent également élargir l'accès à l'information, faciliter la mobilisation citoyenne et permettre à des groupes auparavant peu visibles de prendre la parole. Le problème tient donc moins à la technologie elle-même qu'aux conditions dans lesquelles elle transforme la circulation de l'information et les relations entre les citoyens.

Manuel Castells (2013 : 624) va plus loin en montrant que le pouvoir contemporain dépend largement de la capacité à contrôler et à orienter les flux d'information et les réseaux de communication. La transformation numérique modifie ainsi les rapports entre citoyens, médias et responsables politiques. Elle peut réduire le rôle traditionnel des médiateurs tout en créant de nouvelles formes d'influence.

Freedom House prend désormais explicitement en considération les médias en ligne et les réseaux sociaux dans son évaluation de la liberté d'expression. Sa méthodologie précise que la liberté des médias concerne aussi les plateformes numériques et les applications de communication lorsqu'elles servent à produire ou à diffuser des informations destinées au

UNDER PEER REVIEW IN IJAR

public(Freedom House, 2025). Cette évolution méthodologique est importante, car elle montre que la qualité démocratique de l'espace public ne peut plus être étudiée uniquement à travers la presse traditionnelle.

John Rawls (1993 : 464) complète Jürgen Habermas (1989) avec l'idée de pluralisme raisonnable. Pour lui, une démocratie moderne réunit des citoyens qui ont des convictions religieuses, philosophiques et politiques différentes. Le désaccord n'est donc pas une anomalie. Il fait partie de la démocratie. Le problème commence lorsque les adversaires ne sont plus considérés comme des citoyens légitimes avec lesquels un désaccord reste possible. Cette idée est particulièrement utile pour analyser la polarisation politique contemporaine.La démocratie doit ainsi permettre le conflit sans le transformer en rupture du lien civique. Dans cette perspective, John Rawls permet de comprendre que le désaccord politique n'est pas en lui-même une menace pour la démocratie. Le problème apparaît lorsque les conditions permettant aux citoyens de se reconnaître mutuellement comme participants légitimes à la vie politique se dégradent.

John Dewey (1927 : 121-124) permet enfin de comprendre la démocratie comme une expérience collective. Une démocratie vivante ne se réduit pas au moment du vote. Elle suppose que les citoyens puissent comprendre les problèmes qui les concernent, en discuter et participer à la recherche de solutions communes.

En définitive, l'impact du numérique sur la politique exige à aller au-delà des simples discours. Les réseaux sociaux ne sont ni le remède miracle à la passivité citoyenne, ni les seuls coupables de la crise actuelle. Ils ont radicalement transformé la donne. D'un côté, ils offrent une tribune à des minorités autrefois inaudibles, brisent le monopole des grands médias et facilitent les mobilisations citoyennes spontanées (M. Castel, 2013). D'un autre côté, leur architecture invisible (dictée par des algorithmes de profit) tend à fragmenter l'espace public en favorisant le regroupement par affinités (C. Sunstein, 2017). Toutefois, cette transition technologique ne détruit pas à elle seule la délibération de manière mécanique. Elle interagit plutôt avec des fractures sociales, culturelles et politiques préexistantes, dont elle amplifie les tensions.

Le véritable danger de cette transition numérique réside dans la fragilisation invisible de ce que Jürgen Habermas (1989) appelait l'espace public : ce lieu commun où l'on accepte d'écouter l'autre, de confronter des arguments contradictoires et de construire un avis éclairé. Aujourd'hui, la baisse globale de l'indice délibératif constatée par V-Dem, passant de 0, 82 à

UNDER PEER REVIEW IN IJAR

0,71 en moins de vingt ans (S. Lindberg et al., 2025), illustre cette tendance. Toutefois, il convient de lire ces indicateurs avec une prudence : une baisse quantitative de ces scores ne signifie pas l'avènement linéaire ou inéluctable d'un régime autoritaire. Ces indices mesurent des signaux d'alarmes et de pertes de qualité dans le débat public, rappelant que la démocratie est une construction mouvante, travaillée par des dynamiques contradictoires et non un système figé, réglé par des causalités strictes. Cette érosion de la qualité délibérative trouve un écho empirique direct dans les rapports de Freedom House (2025a), qui mettent en lumière la manière dont les plateformes numériques et les applications de communication servent désormais de vecteurs à des campagnes de manipulation de l'information et à une polarisation partisane de l'environnement médiatique, sans pour autant dicter à elles seules les comportements électoraux. La prolifération de ces fausses informations contribue néanmoins à transformer le débat contradictoire en un affrontement stérile, où l'adversaire politique n'est plus un interlocuteur légitime avec qui l'on est en désaccord (Rawls, 1993), mais un ennemi à abattre.

Pour que la démocratie survive à cette mutation technologique, elle ne peut plus se contenter d'être une simple machine à compter les bulletins de vote une fois tous les quatre ou cinq ans. Elle doit redevenir, comme le préconisait John Dewey (1927), une expérience collective et quotidienne. L'enjeu de l'espace public numérique n'est donc pas technique, il est politique : il s'agit de savoir si nous serons capables de rebâtir des espaces de discussion communs, protéger et pluralistes, indispensables pour redonner aux citoyens les moyens de comprendre leur monde et de peser, ensemble, sur les décisions collectives.

CONCLUSION

L'analyse développée tout au long de cet article conduit à nuancer l'idée d'un simple « déclin » ou d'un effondrement brutal des démocraties occidentales face aux défis contemporains. Les institutions électorales demeurent solides et, dans la plupart des pays étudiés, les élections restent compétitives et permettent encore l'alternance politique réelle. Pourtant, cette stabilité de façade coexiste avec des fragilités souterraines mais profondes. Le rapprochement des données de V-Dem et de Freedom House (2025a) permet de cerner précisément cette contradiction : V-Dem décompose la démocratie en plusieurs dimension, tandis que Freedom House met davantage l'accent sur les droits politiques et les libertés civiles effectivement exercés. Leur complémentarité montre ainsi qu'une démocratie peut conserver des mécanismes électoraux relativement solides tout en connaissant des tensions

UNDER PEER REVIEW IN IJAR

dans les domaines de la participation, de l'égalité politique, des libertés publiques ou de l'espace médiatique. C'est dans cet écart précis que se situe la « dissociation fonctionnelle », ce phénomène par lequel un régime conserve ses enveloppes institutionnelles tout en se vidant progressivement de sa substance démocratique.

Ce travail met en évidence trois dynamiqueset mécanismes complémentaires qui menacent l'équilibre des régimes démocratiques occidentaux :

- D'abord, une érosion interne et graduelle des règles du jeu politique. Comme le montrent les travaux sur l'autocratisation progressive (A. Lührmann et S. Lindberg, 2019), les démocraties ne meurent plus aujourd'hui par des coupsd'État spectaculaires, mais par l'usure lente des normes informelles de tolérance mutuelle et de retenue institutionnelle (, 2018).
- Ensuite, une capture invisible du pouvoir par les élites économiques. L'égalité formelle du suffrage (le principe « un citoyen, une voix ») coexiste désormais avec des capacités d'influence et de financement publicitaire profondément asymétriques (Piketty, 2019). Cette dérive post-démocratique déplace les lieux de décision réels vers des cercles restreints, marginalisant le citoyen ordinaire (Crouche, 2024).
- Enfin, une dégradation du débat collectif. Les mutations numériques et les logiques algorithmiques fragmentent l'espace public en chambre d'écho (Sunstein, 2017). En transformant le débat contradictoire en un affrontement polarisé, ces transformations médiatiques modifient les conditions dans lesquelles les citoyens forment leurs opinions, confrontent leurs arguments et détruisent les conditions de la délibération et du pluralisme raisonnable (J. Rawls, 1993).

Bien que les processus électoraux des démocraties occidentales restent formellement solides, ces régimes subissent une « dissociation fonctionnelle » où les institutions persistent mais se vident de leur substance sous le triple effet d'une usure lente des normes politiques, d'une influence disproportionnée des élites économiques et d'une polarisation algorithmique du débat public.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. Ouvrages

Castells, M., 2013. *Communication power*. 2e éd. Oxford: Oxford University Press.

Crouch, C., 2004. *Post-democracy*. Cambridge: Polity Press.

Dahl, R. A., 2006. *On political equality*. New Haven: Yale University Press.

UNDER PEER REVIEW IN IJAR

Dewey, J., 1927. *The public and its problems*. New York: Henry Holt.

Habermas, J., 1989. *The structural transformation of the public sphere: An inquiry into a category of bourgeois society*. Traduit del'allemand par T. Burger. Cambridge, MA: MIT Press.

Levitsky, S. et Ziblatt, D., 2018. *How democracies die*. New York: Crown.

Linz, J. J., 1978. *The breakdown of democratic regimes: Crisis, breakdown, and reequilibration*. Baltimore: Johns Hopkins University Press.

Locke, J., 1988. *Two treatises of government*. Édité par P. Laslett. Cambridge : Cambridge UniversityPress. (Œuvre originale publiée en 1689).

Montesquieu, 1951. *De l'esprit des lois*. Paris: Gallimard, Coll. Bibliothèque de la Pléiade. (Œuvre originale publiée en 1748).

Piketty, T., 2019. *Capital et idéologie*. Paris: Seuil.

Rawls, J., 1993. *Political liberalism*. New York: Columbia University Press.

Sunstein, C. R., 2017. *#Republic: Divided democracy in the age of social media*. Princeton: Princeton UniversityPress.

2. Articles de revues scientifiques

Lührmann, A. et Lindberg, S. I., 2019. A third wave of autocratization is here: What is new about it? *Democratization*, 26(7), pp. 1095–1113.

3. Rapports institutionnels et d'expertises

Freedom House, 2025a. *Freedom in the World 2025: The uphill battle to safeguard rights*. Washington, D.C.: Freedom House. Disponible sur:https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2025/uphill-battle-to-safeguard-rights, consulté le 26 août 2026.

Freedom House, 2025b. United States. Dans: *Freedom in the World 2025: The uphill battle to safeguard rights*. Washington, D.C.: Freedom House. Disponible sur:https://freedomhouse.org/country/united-states/freedom-world/2025, consulté le 26 août 2026.

Lindberg, S. I., Nord, M., Altman, D., Angiolillo, F., Fernandes, T. et Good God, A., 2025. *Democracy Report 2025: 25 years of autocratization—Democracy trumped?* Göteborg: University of Gothenburg, V-Dem Institute.

UNDER PEER REVIEW IN IJAR